

Chili : ultralibéralisme et violence ou démocratie

Une opinion à chaud

Diego Pérez de Arce
Début décembre 2019



Présidents du Chili post-dictature, de g. à d. : Frei, Lagos, Piñera, Bachelet, Aylwin.

À la recherche d'un développement industriel (XIX^e - 1973)

Pendant des siècles, le Chili est resté relativement isolé du monde, sauf pour ce qui concerne les enclaves minières et, pour un temps, le port de Valparaiso qui fut une escale maritime obligée sur la route entre l'Europe et la côte ouest d'Amérique du Nord. Avec sa « folle géographie » (titre d'un ouvrage célèbre de 1940), le pays dispose d'un territoire relativement vaste, faiblement peuplé, mais avec une forte concentration de population dans sa région centrale. Aujourd'hui la population s'élève à plus de dix-neuf millions d'habitants et, compte, dans la seule région métropolitaine, plus de sept millions de personnes. Au XXI^e siècle, divers facteurs internes et externes ont contribué à faire du Chili un lieu attrayant pour les affaires et pour les touristes.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, le Chili avait connu une remarquable évolution républicaine et démocratique, exemplaire non pas dans l'absolu, mais relativement à ce qui se passait dans le reste du monde. Ce long processus a connu une violente interruption le 11 septembre 1973, avec le coup d'État de Pinochet. Au cours des trois années précédant l'intervention militaire, le Gouvernement d'Unité Populaire d'Allende peut être considéré comme l'aboutissement et la rupture d'un processus historique. Depuis 1939, l'État avait fait irruption dans le champ économique en tant que bâtisseur d'une industrialisation par substitution d'importations, ainsi que dans des domaines sociaux habituels, l'éducation, la santé, le logement, les infrastructures. C'était l'époque des doctrines « développementistes » de la Cepal, l'organisme économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine. Le

gouvernement d'Allende a voulu aller plus loin dans cette voie, mais dès avant sa prise de pouvoir il a été confronté à une opposition sans appel des milieux d'affaires, qui contrôlaient en particulier les moyens de communications de l'époque. Ces milieux ont compté avec l'appui efficace de l'Administration Nixon-Kissinger et de certains officiers des forces armées. Ils avaient pris la décision d'empêcher le Gouvernement de gouverner. La sédition de droite a pris des formes diverses, l'accaparement des marchandises pour provoquer une pénurie de produits de base et de pièces de rechange, des actes de sabotage sur les routes et le réseau électrique, jusqu'à l'assassinat de personnalités. La situation a sans doute été aggravée par de nombreux débordements et erreurs du Gouvernement et de ses partisans, ce qui a finalement plongé le pays dans le chaos. Malgré tout, sur le plan électoral, l'Unité Populaire n'avait pas cessé de progresser, sans toutefois jamais atteindre la majorité absolue des voix. En revanche, le jour du coup d'État, celui-ci a probablement soulagé la majorité des Chiliens, en faveur de l'intervention militaire, tellement la vie quotidienne leur était devenue insupportable. Beaucoup allaient très vite dégriser.

L'électrochoc ultralibéral et répressif (1973 - 1989)

Dès sa prise de pouvoir, la Junte militaire a instauré un régime de répression brutal, à grande échelle, dans le but « d'extirper le communisme ». Au sein de l'administration publique, les ministres-militaires désignés aux portefeuilles économique et financier ont dû rapidement admettre leur incompétence pour faire face à la crise et juguler une inflation galopante. C'est alors, vers 1975, qu'ont fait irruption les *Chicago boys*. Il s'agissait d'un petit groupe d'économistes qui avait fini leur formation dans l'école de Chicago, autour de Sergio de Castro, et de leur professeur Arnold Harberger, collègue du futur prix Nobel Milton Friedman. Lors de l'élection présidentielle de 1970, qu'allait gagner Allende, ils avaient proposé un programme économique au candidat de la droite libérale, Jorge Alessandri, qui l'avait refusé, le jugeant trop libéral. Plus tard, ils ont adapté leur projet et l'ont présenté à certains hommes d'affaires et marins comme programme gouvernemental alternatif à celui de l'Unité Populaire. En raison de la lourdeur physique du document et de la complexité du texte, le document fut appelé « el ladrillo » (« la brique »). Ainsi, dans le contexte de l'échec de la première administration militaire, des marins n'ont pas eu de mal à convaincre Pinochet d'engager de Castro et ses amis pour venir appliquer leurs recettes ultralibérales. Leurs postulats étaient simples. Pour eux, il n'y avait pas pire entrepreneur que l'État, et par conséquent toute l'économie devait être privatisée, de même toutes les marchandises devaient circuler libres de taxes et de contraintes administratives, elles devaient être livrées au seul jeu de l'offre et de la demande, et tandis que les entrepreneurs engrangeraient le profit qu'ils réinvestiraient, l'ensemble des consommateurs en bénéficierait par ruissellement. Simplement et paradoxalement, un tel projet libertaire qui supprimait d'un trait toutes les politiques sociales ne pouvait pas être mis en place autrement que sous un pouvoir politique dictatorial mettant au pas les partis politiques et les syndicats et soumettant les secteurs populaires à la terreur. Parce que, pour bien fonctionner, il fallait offrir le maximum de libertés aux marchandises et capitaux, mais maintenir le prix de la main d'œuvre au plus bas. Pendant la dictature, les salaires réels ont chuté d'un indice 100 en 1970 à 62 en 1975, et n'ont plus retrouvé leur niveau initial par la suite, puisqu'il

n'atteignait qu'un indice 92 en 1989. Le maintien des coûts salariaux à ces niveaux s'explique aussi par la réserve de main d'œuvre constituée de chômeurs. Ceux-ci représentaient 17 % de la force de travail en 1974-1981 et 19 % en 1982-1989, à comparer avec moins de 6 % pour la période 1965-1970. Désormais l'économie chilienne affichait les indicateurs d'inégalité parmi les plus élevés du monde et laissait l'administration publique sans instruments pouvant y remédier. La liberté des uns, dont le pouvoir s'est considérablement accru, a été obtenue grâce à la dépendance et la soumission des autres.

Au cours des seize ans de dictature « civico-militaire », la structure économique, les rapports sociaux et la structure du pouvoir ont connu des modifications radicales. À quelques rares exceptions près — telles les grandes mines de cuivre de Codelco qui ont été maintenues dans le domaine public pour garantir des ressources aux forces armées, ainsi que le système de pensions des militaires qui n'a pas été réformé ni privatisé —, les activités publiques ont été massivement privatisées ou ont dû s'autofinancer, c'est-à-dire faire payer aux usagers le prix des services qu'ils consommaient tout en laissant des marges pour assurer les investissements. Les pensions, la santé, l'éducation, l'eau sont devenues des marchandises lucratives pour les possédants. Au passage, la privatisation a offert des opportunités d'enrichissement exceptionnellement attractives à certains, en même temps qu'elle a limité la taille et le pouvoir de l'État, à l'exception, bien sûr, des domaines de l'armée et de l'appareil répressif. Le transfert de pouvoir a bénéficié à une poignée de groupes financiers locaux, détenus par un nombre encore plus petit de personnes, et à de gros opérateurs étrangers. L'économie a accusé le choc initial des nouvelles orientations économiques et a plongé le pays dans la crise (-13 % du PIB en 1975), avant qu'il connaisse un boom spéculatif sans précédent (+8 % annuels pour 1978-1979), suivi d'un krach financier (-11% en 1982) qui a obligé finalement les autorités à assouplir les règles, sans toutefois renoncer au dogme ultralibéral. Tout compte fait, le niveau de croissance, l'indicateur privilégié des libéraux pour mesurer la santé économique, n'a pas été au rendez-vous, au total le résultat a été maigre au regard des mesures prises, des moyens employés et des efforts supportés par la population. Selon les données de la Banque Mondiale (dont ont aussi été extraits les indicateurs signalés plus haut), le taux de croissance annuel moyen du PIB chilien s'est établi à 3,3 % pour les années 1974-1989, à comparer avec 4,4 % des années 1961-1969, antérieures à l'Unité Populaire. Mais, rappelons que sous la dictature les structures économiques ont connu des modifications radicales.

Au milieu de la période dictatoriale, le 11 mars 1981, est entrée en vigueur une nouvelle Constitution. Elle avait été plébiscitée par deux tiers des votants lors d'une consultation sans registres électoraux et réalisée dans un climat de restrictions des libertés. Sans légitimité, la Charte parachevait l'architecture ultralibérale et dictatoriale du régime par l'établissement d'une « démocratie protégée » dirigée par une élite. Concrètement, elle prévoyait la désignation de sénateurs à vie, la création d'un Conseil de sécurité nationale, le Cosena, l'inamovibilité des commandants en chef des forces armées et leur caractère de garants des institutions, l'interdiction des mouvements politiques d'opposition, etc. Le texte postulait par ailleurs la conception d'un « État subsidiaire » dont le rôle était limité à l'assistance au secteur privé dans les tâches que celui-ci ne pourrait pas accomplir. Enfin, Pinochet s'arrogeait le titre de Président pour les huit années à venir — jusque-là il avait été chef de

la Junte militaire —, et au bout de cette période il pourrait se représenter lors d'un nouveau plébiscite. Or, deux mouvements se sont développés pendant cette période. D'une part, le mécontentement croissant de la population à cause des conditions qui lui étaient imposées, de moins en moins contrôlé par les forces publiques, alors même que l'ordre était l'une des bases idéologiques justifiant la dictature. D'autre part, l'image désastreuse du Chili à l'étranger qui, faisant de Pinochet l'archétype du dictateur, mettait un frein au développement international des affaires. La Démocratie chrétienne et des partis de gauche, avec l'appui de l'Église catholique, ont accepté de jouer le jeu du plébiscite de 1988, obtenu des garanties pour un accès aux médias de campagne équivalents pour les deux parties et mis en place un contrôle du processus électoral. Parmi les voix qui se sont élevées en faveur du Non à Pinochet, il y a eu des hommes d'affaires, parmi lesquels Sebastián Piñera qui, pendant ces années, était devenu l'un des hommes les plus riches du pays. Avec l'assistance d'experts chiliens et étrangers, arrivés notamment de France, les partisans du Non mirent en place leurs propres réseaux de comptage des résultats des urnes, prenant de court le système officiel et, en définitive, obligeant Pinochet à reconnaître sa défaite.

Une transition démocratique inachevée (1989 - 2010)

En 1989, avec l'élection du Président démocrate-chrétien Patricio Aylwin à la tête d'une Concertation des partis pour la démocratie réunissant des partis du centre et de gauche, a commencé un long processus de transition vers la démocratie. Aylwin représentait la vieille élite politique chilienne. En tant que président de la Démocratie chrétienne il avait appelé le coup d'État de 1973, puis était devenu un farouche opposant à la dictature. Il a dû gouverner un pays qui vivait une situation particulièrement délicate. Il a eu Pinochet à ses côtés en tant que commandant en chef des armées et sénateur à vie, qui n'a pas eu de scrupule à faire sortir les militaires dans la rue lorsqu'il s'est senti menacé par des poursuites judiciaires le concernant personnellement pour des cas d'escroquerie, affaire qui ne s'est jamais conclue par une peine. Sous son gouvernement, Aylwin (1990-1994) a présenté au public le rapport Rettig, document officiel rédigé par une commission réunissant des personnalités politiques de tous bords, qui détaillait les cas de violations de droits de l'Homme sous la dictature, informations qui seraient complétées ultérieurement par deux autres rapports.

De 1994 à 2010, trois autres Présidents de la Concertation se sont succédés à la tête du gouvernement : Eduardo Frei, fils de l'ancien Président homonyme, homme d'affaires entré en politique à l'époque du plébiscite de 1988 ; Ricardo Lagos, universitaire en droit et économie et diplomate, exilé puis prisonnier politique après son retour au pays dans les années quatre-vingts, ayant participé activement dans la lutte pour la démocratie, ministre de l'éducation et des travaux publics des Gouvernements d'Aylwin et de Frei ; Michelle Bachelet, médecin, fille d'un général d'aviation mort en prison sous la dictature, elle-même et sa mère ayant été emprisonnées et torturées avant de partir en exil en République démocratique allemande, ministre de la santé et de la défense du gouvernement de Lagos.

Malgré une légitimité contestée, l'inflexible opposition de la droite a empêché toute réforme importante de la Constitution avant 2005. Quinze ans après le début du retour à la

démocratie, on a enfin pu faire sauter les verrous antidémocratiques les plus évidents, en supprimant les sénateurs désignés et en redonnant au Président de la République sa faculté de destituer les commandants en chef des armées, notamment. D'autres modifications allaient suivre jusqu'en 2017, mais le cadre et les principes établis lors de la conception de la Charte dictatoriale sont restés comme des freins rendant extrêmement difficiles les modifications de la structure politique et sociale. Ainsi, on a maintenu le système électoral qui favorise les grandes formations politiques, le principe de subsidiarité de l'État qui empêche la mise en place de politiques de service public, une conception de la famille qui rejette la modification des statuts juridiques plus adaptés aux mœurs actuelles, etc.

Les Gouvernements de la Concertation n'ont pas remis en cause le dogme ultralibéral. Au contraire, ils en ont fait le fondement de la croissance économique. La démocratie retrouvée, du moins sur une base politique, a bénéficié d'un climat économique international favorable et, sans modifier ni les structures économique-financières ni les règles fondamentales héritées de la dictature, le pays a connu une longue et vigoureuse période de croissance, inégalée en Amérique Latine. Au cours des sept premières années, le PIB a augmenté en moyenne de 8 % par an, puis la croissance s'est un peu essoufflée, mais est restée élevée (5 % annuels en moyenne, pour 1990-2010). L'investissement étranger s'est considérablement accru, essentiellement dans le cuivre et accessoirement dans d'autres domaines d'exportation, et a contribué au dynamisme de l'économie. Sur le plan intérieur, l'immobilier a connu un boom extraordinaire ainsi que les activités commerciales, tous deux dopés par le crédit à la consommation.

La croissance économique a bénéficié à toutes les couches de la société. Les bidonvilles, l'indigence et la faim que l'on voyait jadis, ont eu tendance à disparaître. De nouveaux consommateurs sont venus grossir des marchés qui leur étaient inaccessibles par le passé. Les ouvriers ont pu acquérir des appartements, des voitures, des téléviseurs avec écran plasma, des téléphones portables et, pour la première fois aussi, leurs enfants ont eu accès à l'enseignement supérieur. Mais les progrès sociaux incontestables masquaient des phénomènes pervers qui s'amplifiaient : l'endettement croissant touchait jusqu'aux couches moyennes qui se voyaient obligées de contracter des crédits pour payer les biens et services de consommation, parmi lesquels il fallait inclure désormais l'éducation et la santé ; l'arrivée des retraités qui avaient été forcés d'adhérer au système par capitalisation gérés par les Administrations des fonds de pension, les AFP, découvraient des pensions misérables au moment de la liquidation de leurs droits ; les inégalités sociales sont restées à des niveaux extrêmement élevés.

À l'aube du XXI^e siècle, la structure économique-sociale chilienne mise en place sous la dictature était consolidée. Le pouvoir économique-financier était entre les mains d'une poignée de familles et des firmes multinationales implantées dans les secteurs exploitant des ressources primaires et des services, telles les mines, la banque, le commerce de détail et les communications. L'entente entre oligopoles et le lobbying sont des pratiques naturelles, les grands patrons se côtoient, se connaissent et entretiennent de bonnes relations avec la « classe politique ». A leurs côtés pullule une infinité de micro services et des artisans plus ou moins formels, que les élites verraient bien se transformer en micro-entrepreneurs, bien qu'au mieux ils ne disposent d'autre capital que leur travail, une voiture et quelques outils.

Ils offrent leurs services aux nantis, notamment dans l'économie domestique, les « nanas » pour la garde des enfants et le ménage, les jardiniers et nettoyeurs de piscines, etc. D'autres installent des « minimarkets » localisés dans les quartiers populaires, offrent du coca-cola et des produits de première nécessité bas de gamme, de la pacotille made in China à bas prix. Entre les deux, les couches moyennes se sont renforcées, beaucoup employées comme salariés ou sous-traitants des grandes entreprises. Les « malls », immenses centres commerciaux, sorte de temples dédiés à la consommation, sont devenus aussi des lieux de détente pour les couches moyennes. Et, face au pouvoir des grands bourgeois, le régime présidentiel dont la durée est désormais limitée à quatre ans ne fait pas le poids. Les gouvernements et les parlementaires sont mobilisés en permanence par les échéances électorales et ont peu de temps à consacrer à des projets à long terme. De plus, aux yeux des citoyens, les politiques semblent plus préoccupés par l'évolution de leurs propres carrières que par la représentation citoyenne dont ils sont théoriquement investis.

L'éclosion du malaise social (2006 - 2018)

Quelques mois après la première arrivée au pouvoir de la Présidente Bachelet, à la mi-2006, le pays a été confronté au « mouvements des pingouins », mouvement d'étudiants du secondaire, ainsi appelés en raison de leur uniforme sombre et de leur chemise blanche. Le mouvement est parti d'établissements publics de Santiago où des jeunes élèves se sont barricadés pour demander une éducation de meilleure qualité, moins inégalitaire et gratuite, et sollicitait pour cela une intervention de l'État qui avait été écarté, laissant la gestion des écoles aux mairies, chacune en fonction de ses moyens. Le mouvement a surpris, s'est rapidement répandu géographiquement et a investi aussi l'enseignement supérieur, et a rencontré une grande sympathie au sein de la population. On a également remarqué une organisation spontanée efficace, peu violente, d'où allaient surgir quelques leaders (Gabriel Boric, Karol Cariola, Giorgio Jackson, Camila Vallejo), qui huit ans plus tard, seraient élus, par une ample majorité, députés de mouvements critiques vis-à-vis des partis traditionnels de gauche et de droite.

Ayant gagné les faveurs de l'opinion publique, le malaise en matière d'éducation, s'est installé dans le climat, obligeant les Gouvernements successifs à inscrire le sujet dans leurs agendas comme un thème prioritaire. À quelques mois du début du mouvement des « pingouins », est venue s'ajouter la crise du « Transantiago ». La mise en place, en un jour, d'un très ambitieux projet qui visait à modifier de fond en comble les transports en commun de Santiago a provoqué des perturbations et s'est accompagnée d'une agressive campagne de l'opposition, certains allant même à demander la démission de la Présidente, témoignant une fois de plus de la vision centraliste qui règne encore dans le pays. Paradoxalement, la Présidente Bachelet a quitté son premier gouvernement avec la plus forte cote de popularité jamais enregistrée au Chili.

Au moment de la passation des pouvoirs entre le premier Gouvernement de Bachelet et la première législature de Piñera — premier Gouvernement de droite après la dictature —, le 23 février 2010, ont eu lieu l'un des plus violents tremblements de terre jamais enregistrés dans le monde, de 8,8°, et un tsunami dévastateur. Ils ont provoqué des critiques contre le

Gouvernement sortant à cause d'annonces erronées sur la catastrophe et contre le nouveau Gouvernement en raison des déficiences des programmes d'aide et de reconstruction. Ce climat n'a en rien amélioré l'opinion de la rue sur les gouvernants, d'autant que Piñera était déjà accusé de conflits d'intérêt qui le poursuivent jusqu'à présent. Mais ce sont à nouveau les élèves du secondaire et les étudiants des universités qui, à partir de la mi-2011, ont occupé leurs établissements, sont sortis dans la rue et ont provoqué les plus grandes manifestations depuis la dictature. Ils scandaient cette fois des demandes plus radicales sur un système qui produisait une éducation médiocre et chère. Globalement, l'État ne finançait qu'un quart de l'enseignement, tandis que les trois quarts restants devaient l'être par les étudiants et leurs familles. Le Gouvernement de Lagos avait bien mis en place un crédit avec garantie de l'État pour les étudiants, le CAE, mais les banques en ont vite fait un produit rentable similaire aux crédits à la consommation. Pratiquement à la même époque que les étudiants, la population manifestait son opposition à la construction d'un super projet hydroélectrique dans le sud, « Hydroaysen », qui serait ultérieurement enterré. Ce fut la première manifestation d'envergure nationale pour la défense de l'environnement naturel au Chili.

Au tout début de son deuxième Gouvernement (2014), Michelle Bachelet a été déstabilisée par l'affaire Caval, un cas de trafic d'influence dans lequel était impliqué son fils, qui occupait alors un poste au Palais présidentiel de La Moneda. Puis, dès 2016, la population est sortie dans la rue, sous le slogan de « non + AFP », protester contre le système des pensions. Au lieu de 70 % de l'ancien revenu qu'on leur avait promis, les retraités hommes percevaient en moyenne seulement 38 % et les femmes 28 % de leurs salaires antérieurs. On dénonçait, en même temps, le fait que les sociétés privées administrant les fonds, les six AFP existant sur le marché, se comportaient comme de vulgaires banques privées cherchant à maximiser leurs profits et exerçaient un lobbying efficace auprès de la « classe politique ». Le mécontentement s'étendait à des demandes sociales diverses et devenait chaque fois plus aigu. Alors, dès le deuxième semestre 2016, le Gouvernement a commencé à mettre en œuvre l'une de ses promesses électorales, un processus d'éducation civique en vue de la modification de la Constitution afin de pouvoir réaliser des réformes plus profondes. Dans chaque quartier, les citoyens ont commencé à étudier et discuter pour faire des propositions en vue d'une nouvelle Charte dont le Parlement devrait ensuite faire des synthèses et proposer des alternatives.

Dès 2014, la conjoncture internationale est devenue moins favorable. Sans atteindre les niveaux particulièrement bas d'antan, le prix du cuivre a baissé entraînant la croissance d'environ 5 % pour 2010-2013 à 1 ou 2 % pour 2014-2017. Sebastián Piñera a entamé sa seconde présidence en annonçant un programme appuyé sur les grandes entreprises, qui visait à redynamiser rapidement l'économie, mais les résultats se sont fait attendre et la grogne a gagné tous les secteurs sociaux, y compris le patronat.

Aux différentes manifestations évoquées ci-dessus s'est entre-temps ajouté le conflit Mapuche. Dominés, spoliés, assassinés tout au long de l'histoire depuis l'époque de la conquête espagnole, les communautés Mapuche établies dans le sud du continent, comme d'ailleurs les communautés d'Atacameños et d'autres peuples originaires, ont connu une première reconnaissance vers la fin des années 1960, début des années 1970. Puis ils ont

survécu sous la répression militaire et ont recommencé à faire entendre leurs voix après la fin de la dictature. Les demandes des Mapuche ont toutefois toujours été considérées comme moins importantes que les intérêts des entreprises de bois et cellulose opérant dans leur région et le conflit s'est peu à peu allumé, avec des attentats et des provocations de toutes parts. Finalement, il y a tout juste un an, en novembre 2018, la police a assassiné d'une balle dans la tête, tiré dans le dos, le jeune Mapuche Camilo Catrillanca, fils et petit-fils d'importants caciques de la région. Lors de l'instruction en vue d'un procès pour meurtre, la justice a découvert que la police présentait de fausses preuves et en avait détruit d'autres, dont certains documents qui ont circulé amplement dans les réseaux sociaux et la presse. Les carabiniers du commando ont été destitués, mais les responsables n'ont pas encore été inquiétés.

D'autres puissants mouvements ont bouleversé les rapports sociaux au Chili. Depuis des lustres la société semblait être figée par des conceptions patriarcales archaïques, voire machistes. Sévèrement réprimés depuis toujours, probablement plus selon des codes non écrits que par la loi, les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, LGTB, s'affichent ces dernières années chaque fois plus ouvertement et luttent pour la reconnaissance de leurs droits. De leur côté, les mouvements féministes ont connu des épisodes historiques remontant dans le temps, mais ils se sont aussi manifestés avec vigueur récemment. Ces expressions témoignent de profondes modifications des rapports sociaux et culturels.

Corruption et violence

Une image bien répandue fait du Chili un pays qui se distingue de ses voisins par une probité publique exemplaire, mais force est de constater que, depuis un certain temps, la réalité montre tout le contraire. Il ne se passe pratiquement pas de semaine sans que les journaux n'évoquent de nouveaux cas de corruption impliquant tour à tour des entrepreneurs, politiques, militaires, policiers, juges, ecclésiastiques, etc. Il a toujours existé une collusion entre certains élus et les dirigeants d'entreprises privées, c'était souvent d'ailleurs les mêmes personnes, mais cela concernait moins les fonctionnaires de l'État. Cependant, des signes d'aggravation de la corruption à grande échelle sont apparus sous la dictature. Dès la fin du XX^e, diverses affaires impliquant Pinochet et de hauts gradés de l'armée ont été jugées, faisant apparaître l'existence d'importantes opérations frauduleuses à leur bénéfice personnel. Et, depuis le début du XXI^e, les cas arrivés jusqu'aux tribunaux de justice se sont multipliés, jusqu'à la découverte, en 2014, de la fraude appelée « milicogate ». Des officiers supérieurs, parmi lesquels figurent deux anciens commandants en chef de l'armée de terre, sont accusés d'avoir produit des fausses factures pour l'achat d'armes fictives, ce qui leur a permis de réaliser des dépenses personnelles dans l'immobilier, l'achat de chevaux de course, des fêtes et des paris dans les casinos. Les montants concernés s'élèveraient à plus de 200 millions de dollars mais, pour l'instant, seul un caporal a été condamné.

Sans lien apparent avec les affaires illicites des militaires, dès 2015, des agents bancaires avaient commencé à suspecter des mouvements financiers liés à des carabiniers, la police nationale. Dans l'affaire connue sous le nom de « pacogate » (« paco » est l'équivalent de « flic » en France), sont impliqués de nombreux officiers et membres du personnel

subalterne, incluant un ancien commandant en chef des carabiniers. On évoque quelques 35 millions de dollars, mais les chiffres devraient être bien supérieurs, car on continue à découvrir d'autres fraudes. Plus de cinquante carabiniers de rang subalterne ont été condamnés tandis que l'enquête suit son cours concernant les officiers supérieurs.

Dans le domaine de la justice, début 2019, a éclaté l'affaire dite du « désastre de Rancagua » (du nom d'une bataille pour l'indépendance, en 1814, perdue par les patriotes créoles). Trois juges de la cour d'appel de la ville de Rancagua, dont l'un s'est récemment suicidé, et deux procureurs sont actuellement poursuivis, accusés de prévarication, enrichissement illicite, trafic d'influence et autres délits tels que la protection d'un médecin lié à un réseau de trafiquants de drogue. Tandis que le procès au pénal suit son cours, le 26 novembre 2019, les deux juges accusés survivants ont été expulsés de la Cour suprême.

Après l'effondrement de l'image qu'avaient les Chiliens de leurs Églises catholique et protestante, la probité d'autres piliers institutionnels disparaissait : l'armée, les carabiniers, la justice... sans compter la politique dont les affaires n'ont jamais cessé d'exister à différents degrés. Les réseaux sociaux aidant, ces nouvelles sont diffusées « en temps réel », sans discernement quant à leur importance et fréquemment grossies ou mélangées à de fausses informations. Souvent, les affaires politiques sont en lien étroit avec des affaires économique-financières. L'étroit marché du Chili, aussi bien pour ce qui est de la consommation interne que pour les activités exportatrices, a toujours constitué un terrain favorable à la formation d'oligopoles, ce qui favorise les ententes. La liste d'affaires politico-économiques et d'évasion fiscale de ces dernières années est extrêmement longue et variée, touche tous les domaines d'activité et concerne au total des sommes considérables. Lorsque la collusion entre producteurs, avec ou sans la complicité de politiciens, est jugée, les litiges traînent en longueur et se soldent par des peines complaisantes.

Amalia Valdés et Pablo Carvacho, deux chercheurs de l'Université Catholique du Chili, ont récemment chiffré à 1,7 milliard de dollars la collusion des producteurs de poulet (entre 1996 et 2006) et celle du papier hygiénique (entre 2000 et 2011), ainsi que celle des pharmaciens (entre 2007 et 2008). Selon les chiffres des services fiscaux du pays, au cours de 1996-2004, les grands groupes auraient envoyé 1,5 milliards de dollars dans des paradis fiscaux. On appelle les « sept familles propriétaires de la mer » les entreprises qui dominent la pêche industrielle. En 2012, par le biais du lobbying, mais surtout en subornant des Parlementaires et certains pêcheurs artisanaux, les industriels ont obtenu le vote d'une loi de pêche faite à leur mesure. Depuis que l'affaire a été découverte, elle est considérée comme l'un des plus gros scandales de corruption politique dans l'histoire du pays, nonobstant, le 18 juin 2019, un tribunal prononçait un non-lieu en faveur de l'ancien ministre Longueira, l'un des principaux accusés.

Beaucoup d'autres fraudes d'envergure sont actuellement encore en jugement, concernant l'entente entre les AFP, le financement illégal des partis politiques de presque tous les bords par une entreprise gérée par un ancien gendre de Pinochet, la fraude appelée des « compteurs intelligents » d'électricité installés dans les logements, l'entente entre distributeurs de couches pour bébés, et ainsi de suite. De l'ensemble de ces affaires délictuelles, l'opinion publique retient l'idée, souvent irréfutable, que justice n'est pas

rendue, que les coupables ne sont pas poursuivis, que les peines sont dérisoires par rapport aux montants amassés illégalement par les auteurs.

Les affaires privées des élites ne sont pas épargnées. En 2013, le fils du président d'un important parti politique, accusé d'avoir causé la mort d'un piéton alors qu'il conduisait en état d'ivresse, a été absout car le piéton était ivre. À l'opposé, la justice applique toute la rigueur de la loi à la petite délinquance ou contre les voleurs qui s'attaquent aux résidences des beaux quartiers. Dans un pays à forte ségrégation sociale, la justice et la répression font preuve de mansuétude envers les uns et de violence envers les autres. Le sentiment d'injustice s'est ainsi accumulé et s'exprime aujourd'hui dans la rue, souvent avec rage.

Dans un domaine fort différent, les chiliens ont découvert que pendant des années, au lieu de protéger l'enfance, l'État avait permis qu'on commette des abus à peine imaginables. Le Service national de mineurs, Sename, est un organisme public dépendant du Ministère de la justice, chargé de la protection des droits de l'enfant et des jeunes jusqu'à 17 ans qui ont transgressé la loi. Plusieurs affaires d'abus commis dans les établissements du Sename avaient défrayé la chronique avant que le public ne prenne connaissance de l'ampleur des crimes. Ils ont été décrits dans un dossier élaboré par la Police d'investigation, PDI, en 2017, où l'on conclut que, dans tous les centres administrés directement par le Sename et dans 88 % des centres du secteur privé, on abuse en permanence et de manière systématique des enfants et adolescents, soit 2 071 cas d'abus, dont 310 cas à connotation sexuelle. Le rapport avait été remis au Parquet avec copie au Gouvernement en décembre 2018, mais il n'a été révélé au public, par le biais de la presse d'investigation, qu'en juillet 2019. Ces constats accablants font dire à certains analystes sociaux que le Sename a fourni au crime organisé et au narcotrafic des jeunes pour qui la vie n'a aucune valeur.

D'évidence, la rage des jeunes n'explique pas à elle seule les actes de vandalisme, dont certains ont provoqué la mort de plusieurs personnes, et se sont multipliés depuis octobre dernier. Si certains actes violents laissent peu de doutes sur leurs motivations, comme la mise à bas de monuments symbolisant le système, beaucoup d'autres sont plus difficiles à expliquer. Au commencement des mobilisations, le pillage de locaux commerciaux — faits assez fréquents partout dans le monde dans ce type de mouvement de masse —, ont pu être provoqués par des jeunes enflammés et ont été suivis par la foule. Mais les pillages ont continué et, parmi eux, on distingue l'action de bandes organisée de narcotrafiquants. D'ailleurs, ces jours derniers, la police annonçait le démantèlement d'une de ces bandes qui opérait systématiquement, profitant des désordres, dans des zones périphériques de Santiago. On évoque aussi les actes des « barras bravas » (les « hooligans » locaux, violents supporters de football), les rendant responsables de mises à sac, destructions et affrontements violents contre les forces de l'ordre. En somme, la violence vient quelquefois de délinquants qui ont peu de chose à perdre et justifient leurs actes par l'impunité dont bénéficient les élites pour des actes qu'ils considèrent plus graves encore. Faut-il insister sur le fait que comprendre ne veut pas dire justifier, mais, au contraire, que cela devrait permettre de lutter plus efficacement contre la violence... ?

Les groupes révolutionnaires paraissent absents ou restent très discrets. La gauche révolutionnaire qui promouvait la lutte armée et revendiquait ses actions ne donne pas de

signes de vie. Restent les membres de mouvances idéologiques anarchistes qui agissent sans leaders apparents ni organisations connues. On n'a pas non plus connaissance d'autres mouvements terroristes se réclamant d'une idéologie, du moins pour le moment. En revanche, à diverses occasions, on a découvert des infiltrés proches des forces de l'ordre ou des groupes d'extrême droite commettant des délits, ce qui leur permet de semer la peur dans la population et de justifier l'appel à une répression accrue. Par ailleurs, n'est-il pas imaginable que certains officiers gradés des forces armées et de police puissent avoir intérêt à ne pas stopper le vandalisme rapidement par crainte que, si les vents venaient à tourner, ils pourraient subir les conséquences de procès qui pourraient être réactivés rapidement et plus sévèrement... ?

Pendant la dictature, la police et les forces armées chiliennes avaient pratiqué toutes sortes de méthodes de répression, y compris l'assassinat, la torture et la disparition des détenus. En imposant la terreur dans les quartiers pauvres, l'État cherchait à maintenir l'ordre public et à sauvegarder les biens. Dans les faits, la propriété des riches avait acquis une valeur supérieure à la vie humaine des pauvres. Avec le retour de la démocratie, ont été mises en place des pratiques plus en accord avec le respect des droits de l'Homme, mais sans réforme en profondeur des institutions, les pratiques et la conception de l'ordre d'organismes basés sur des traditions n'ont pas suffisamment été modifiés. De plus, les dernières affaires touchant le sommet de la police semblent avoir provoqué une perte des expériences acquises en matière de sécurité face aux nouvelles modalités d'action de la délinquance.

Les derniers mouvements sociaux (6 octobre – début décembre 2019)

Comme on sait, l'augmentation du prix du ticket de métro de Santiago a agi comme un détonateur mettant le feu à la Sainte Barbe (la poudrière des navires) et, pendant que la population se solidarisait avec les jeunes étudiants et sortait dans la rue manifester « contre le système », le Gouvernement a affiché une attitude qui a choqué par son arrogance. L'arrogance n'était pas un fait nouveau, un des derniers épisodes venant de se produire en juillet 2019, lorsque, face à des patients qui se plaignaient des attentes interminables dans les hôpitaux publics, le sous-secrétaire de la santé avait répondu que les gens étaient contents d'aller à l'hôpital car, à ses yeux, les salles d'attente sont un lieu de vie sociale. Le 6 octobre 2019, suite aux étudiants qui sautaient massivement au dessus des portillons du métro sans payer pour protester contre la hausse des tarifs, le ministre des transports déclarait que les gens n'avaient qu'à se lever avant sept heures du matin pour profiter ainsi d'un tarif moins élevé. Les manifestations se sont multipliées et étendues à d'autres villes du pays et, le 18 octobre, pendant que se produisaient des actes de violence à grande échelle, les réseaux sociaux diffusaient l'image du Président de la République dans une pizzeria des beaux quartiers en train de fêter l'anniversaire d'un de ses petits-enfants. Le lendemain, dans un message à la Nation, le même Président expliquait que le pays était entré en guerre et, s'appuyant sur les facultés qui lui conférait la Constitution, instaurait l'état d'urgence, avec couvre-feu et transfert du rôle de chef de la défense nationale au commandant en chef de l'armée afin de rétablir l'ordre public et de protéger les biens publics et privés. Chacune

de ces déclarations a agi comme l'essence sur le feu, tandis que le couvre-feu et la vision de l'armée dans la rue a réveillé des souvenirs des temps de la dictature.

Depuis, le Gouvernement a fait plusieurs volte faces. L'augmentation du ticket de métro a été annulée et on a proposé une augmentation des pensions les plus faibles, jugée dérisoire par les manifestants. Ensuite on a remanié le Gouvernement, avec notamment le départ du ministre de l'intérieur, Andrés Chadwick, cousin du Président et l'un des personnages publics les plus discrédités, mais le discours sécuritaire et la répression restent prioritaires, sans pour le moment apaiser sensiblement la contestation. Le 25 octobre a eu lieu dans plusieurs villes la plus grande manifestation qu'ait connue le Chili, un million deux cents mille manifestants de source officielle. Les mobilisations se poursuivent mais à une moindre échelle. Selon les derniers sondages (2 décembre), pendant que la cote de Piñera tombait à son niveau historique le plus bas, 10 %, l'appui de la population à la poursuite des manifestations restait très majoritaire à 67 %.

Fin novembre, au-delà de dégâts matériels importants, on déplorait des victimes : 24 morts, dont 11 dans les incendies, 5 tués par les forces de l'ordre, 5 dans d'autres affrontements ; environ 2 800 civils hospitalisés, dont plus de 240 ayant perdu un ou les deux yeux ; de nombreux cas de détenus torturés par les forces de l'ordre ; quelque 200 carabiniers blessés. Quotidiennement on constate une disproportion dans l'utilisation de la force et l'utilisation indiscriminée de celle-ci contre des manifestants pacifiques. Les rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch sont venus confirmer de graves et nombreuses violations des droits de l'Homme et conseillent une urgente réforme des forces de l'ordre.

Entre temps, le 15 novembre, après de difficiles tractations, les représentants de tous les partis politiques, sauf le parti communiste, ont conclu un accord pour demander un plébiscite afin de modifier la Constitution. La consultation aurait lieu en avril 2020, et comporterait deux questions : voulez-vous oui ou non modifier la Constitution ? qui doit rédiger la nouvelle Constitution, une commission mixte, 50 % de parlementaires et 50 % de citoyens élus ou 100 % de citoyens élus ? Puis, si l'on décidait de modifier la Constitution, en octobre 2020, on voterait pour les membres de la commission chargés de la rédaction. Selon une enquête réalisée peu de jours après l'accord politique sur le référendum, 81 % des chiliens voudraient une nouvelle Constitution et 64,5 % ne souhaitent pas que les politiques rédigent le texte. Et, tandis que l'Union démocratique indépendante (UDI) tente de donner une lecture restrictive à l'accord afin de limiter les modifications de la future Charte, une partie des secteurs de la gauche extraparlamentaire ne reconnaît pas l'accord, arguant qu'il a été conclu par la « classe politique », sans participation des mouvements sociaux.

Le gouvernement Piñera semble avoir perdu l'occasion de se hisser comme l'artisan d'une sortie de crise. Très affaibli, il se trouve tiraillé entre les deux branches d'une alternative, celle de suivre son aile dure représentée par l'UDI, qui réclame une répression accrue, celle de suivre son aile modérée conduite par le parti Renouveau National, qui cherche des voies pour satisfaire les réformes sociales. Deux initiatives opposées l'illustrent : les tentatives, infructueuses à ce jour, pour faire ressortir les militaires dans la rue, idée promue par Piñera lui-même, d'une part, et l'annonce, faite par le ministre de finances tout récemment

nommé, d'un programme de relance économique basée sur une fiscalité distributive et des programmes sociaux, d'autre part.

Il semblerait que les forces armées ne soient pas disposées à prendre une initiative, du moins dans l'état actuel des choses. Il faut savoir que l'état d'urgence décrété par le Gouvernement les premiers jours du conflit aurait été accepté par l'armée mais seulement sous certaines restrictions limitant leur intervention. Par ailleurs, on a constaté l'échec de cette opération, ce qui a obligé les autorités à revenir sur la mesure. Enfin, l'opinion publique désapprouve actuellement toute intervention militaire, situation en totale opposition à celle qui prévalait il y a 46 ans au moment du coup d'État de Pinochet.

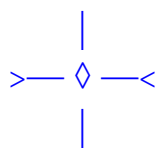
Les demandes sociales, une opportunité

En ce moment, au Chili, le sentiment probablement le plus répandu exprimé par les gens dans la rue est celui de l'injustice. Mais c'est un sentiment qui a des connotations très différentes et leurs demandes sont parfois contradictoires. On peut grouper ces demandes en trois grandes catégories : 1. la demande urgente de mesures sociales ; 2. les propositions de réformes systémiques ; 3. la rage contre « le système ».

Les demandes urgentes de mesures sociales concernent des champs vastes et des souhaits dont les solutions exprimées ne sont pas toujours compatibles. Elles concernent fondamentalement la santé et l'éducation, les salaires et les pensions, ainsi que la fiscalité. La principale demande de réforme systémique s'est formalisée autour de la réforme Constitutionnelle, mais on pourrait inclure ici les demandes d'intégration régionale, des peuples originaires, des femmes, de la nature. Enfin, certaines expressions plus violentes ne semblent chercher qu'un butin profitant du désordre actuel, d'autres s'attaquent aux élites et semblent vouloir détruire le modèle actuel avant de clarifier leurs souhaits pour l'avenir.

La situation actuelle du Chili s'inscrit dans les mouvements qui éclatent partout dans le monde, du Liban à la Colombie, des gilets jaunes français à l'Algérie..., ils font partie de ce que le philosophe Bertrand Badie appelle justement « l'acte II de la mondialisation ». Évidemment chacun de ces phénomènes a des caractéristiques propres, mais il-y-a aussi des similitudes, dont le recours à la violence n'est qu'une de plus. Partout, on constate aussi les conséquences d'injustice sociale dues à l'ultralibéralisme qui, à travers le contrôle financier, ont conféré à certains l'essentiel du pouvoir.

Après un mois et demi de manifestations au Chili, on regrette surtout la mort des victimes. Plus trivialement, les conséquences économiques et sociales, ainsi que les perturbations pour la vie quotidienne des citoyens sont graves. Les fêtes de fin d'année, puis la période estivale dans l'hémisphère austral, en janvier et février approchant, il n'est pas possible de faire un pari précis sur l'avenir. Toutefois, un retour à l'ordre qui régnait jusqu'avant octobre de cette année semble inimaginable. Depuis 1973, la population n'a pas eu à faire face à un tel défi démocratique. Le peuple chilien a la chance d'avoir cette opportunité pour choisir un avenir meilleur et il peut compter avec une jeunesse qui est en train de faire preuve d'une admirable créativité. Nous pensons que le Chili saura s'en saisir pour devenir un pays plus démocratique, plus égalitaire, plus solidaire.



Remerciements

Merci à Pascale Trobas, Beatriz Rioseco et Guy Petittedemange pour le temps que je leur ai volé pour qu'ils relisent, commentent et corrigent ce travail, sans leur aide il n'aurait pas tout l'intérêt qu'il peut avoir. Bien sûr, j'assume toute la responsabilité quant aux erreurs qu'il comporte.

D. P. de A.

Annexe : Présidents du Chili depuis les années 1960

1958-1964	Jorge Alessandri, Parti libéral et Parti conservateur.
1964-1970	Eduardo Frei Montalva, Parti démocrate-chrétien.
1970-1973	Salvador Allende, Unité Populaire (socialistes, communistes et radicaux).
1973-1990	Augusto Pinochet, dictature.
1990-1994	Patricio Aylwin, Concertation (socialistes, démocrate-chrétiens, Parti pour la démocratie).
1994-2000	Eduardo Frei Ruiz-Tagle, Concertation.
2000-2006	Ricardo Lagos, Concertation.
2006-2010	Michelle Bachelet, Concertation.
2010-2014	Sebastián Piñera, Renovation Nationale et Union démocratique indépendante.
2014-2018	Michelle Bachelet, Nouvelle majorité (socialistes, parti pour la démocratie, radicaux).
2018-...	Sebastián Piñera, Chile vamos (Renovation Nationale, Union démocratique indépendante et Évolution pour le changement).

Principaux documents consultés :

- D. Pérez de Arce « État et accumulation, Chili 1960-1979 », Thèse de doctorat, IEDES Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1980.
- R. Ffrench-Davis et Barbara Stallings Editores « Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973 », LOM Ediciones, Santiago du Chili, 2001.
- « El movimiento estudiantil en Chile, o la marcha de “los pinguinos“ », institut-gouvernance.org, 2007.
- P. Carvacho et Macarena Valdés « Los saqueos de la élite », El Mostrador, Chili, 28 novembre 2019.
- A. Arellano « Corte de Apelaciones de Rancagua: tres ministros investigados por tráfico de influencias y pagos indebidos », Ciper, Chili, 26 mars 2019.
- N. Sepúlveda et J. A. Guzmán « El brutal informe de la PDI sobre abusos en el Sename que permació oculto desde diciembre », Ciper, Chili, 2 juillet 2019
- Banque mondiale « Indicadores de desarrollo mundial », 28 octobre 2019.